



APEIS MNCP



**Agir ensemble contre le
Chômage !**

42, rue d'Avron
75020 Paris

Tél. : 01.43.73.36.57
Fax : 01.43.73.00.03

**Association Pour l'Emploi,
l'Information et la Solidarité**

27, av. M. Robespierre
94400 Vitry

Tél. : 01.46.82.52.25
Fax : 01.45.73.25.61

**Mouvement National des
Chômeurs et Précaires**

17, rue Lancry
75010 Paris

Tel. : 01.40.03.90.66
Fax : 01.40.11.31.62

CGT - Chômeur

263, rue de Paris
93100 Montreuil

Tél. : 01.48.18.85.44
Fax : 01.48.18.81.68

Paris, vendredi, 31 octobre 2003.

Objet : demande de rendez vous.

Egalement notre précédent courrier du 9 juillet 2003.

Mesdames, Messieurs les députés,

Dans notre courrier du 9 juillet 2003 nous manifestions notre vive inquiétude quant à la mise en place du projet relatif au Revenu Minimum d'Activité (RMA).

Depuis cette date le gouvernement fortement inspiré par le Medef et les pressions des groupes les plus libéraux de l'UMP, intensifie ses attaques contre le monde du travail.

Ainsi, comme vous le savez, la réduction programmée des durées d'indemnisation des chômeurs relevant du régime général des Assedics, à terme, va produire le déversement de 850 000 bénéficiaires vers les minima sociaux que sont l'ASS et le RMA.

A cette réduction systématique des droits des chômeurs, il faut ajouter l'incroyable limitation du versement de l'ASS - de 2 à 3 années, en l'état actuel de nos informations.

La misère économique et sociale inévitablement, sera la conséquence d'une telle politique.

En conséquence, les signataires de cette lettre, une importante composante des mouvements syndicaux, associatifs et politiques entendent s'opposer fermement aux orientations de cette " refondation destructrice ".

Avec une vive inquiétude, nous constatons une volonté de casse, tant des acquis sociaux, que du droit du travail en général débouchant sur une insécurité sociale radicale lourde de danger et ouvrant la voie à des discours démagogiques dont tonalité fascisante ne peut qu'inquiéter tous les démocrates de notre pays.

Avec une insistance renouvelée, nous demandons à être reçu, entendu et écouté à l'Assemblée Nationale et avant la discussion parlementaire sur RMA (18 novembre 2003). En effet, ce projet concerne nombre d'entre nous et dans une vie quotidienne qui, chaque jour devient plus difficile.

En conséquence, ce courrier est adressé, pour rendez-vous :

- aux instances représentatives des principaux groupes parlementaires,
- aux responsables de la commission des affaires sociales,
- A Madame Boutin rapporteure du projet RMA devant l'Assemblée.

Avec, la volonté exprimée de vous rencontrer prochainement, nous vous prions d'agréer Mesdames, Messieurs, l'expression de notre respectueuse détermination.

Cgt-chômeurs, Apeis, Mncp, AC!